

« TENDANCES DE L'ORIENT »

# Défaites successives et lourdes pertes pour les Contras en Syrie

*par Pierre Khalaf*

PARTENAIRES | BEYROUTH (LIBAN) | 12 NOVEMBRE 2012

ENGLISH



**Cheikh Ahmad Maaz Al-Khatib a été désigné président de la Coalition nationale, la nouvelle organisation chargée de chapeauter l'ensemble des partis de l'opposition syrienne soutenus par l'OTAN et le CCG.**

## La réalité du terrain : défaites successives et lourdes pertes pour les Contras

**P**ar Ghaleb Kandil

Le guerre mondiale menée contre la Syrie a été caractérisée, la semaine dernière, par une escalade sur le terrain et dans les médias, dans l'objectif de faire croire que l'opposition armée lançait un assaut général contre Damas.

Quelques jours auparavant, les rebelles et les groupes takfiristes avaient véhiculé, à grand renfort médiatique, le scénario du contrôle de la province d'Idleb, avec la bataille de Maaret

al-Noomane (sur la route Damas–Alep), et ont prétendu avoir occupé des bases importantes de l'Armée arabe syrienne. Cependant, un tournant à eu lieu dans la bataille de Maaret al-Noomane. La télévision syrienne a diffusé des images de la rue principale de cette ville, où on distingue des soldats syriens, qui ont pris le contrôle de la plupart des quartiers. Des reportages similaires ont été diffusés de nombreuses régions d'Idleb, que les groupes terroristes avaient affirmé avoir occupé, y compris la base aérienne. On y distingue des dizaines d'hélicoptères et des troupes au sol, il y a deux jours de cela.

Le plan de contrôle de la province d'Idleb a donc échoué et les Contras ont subi de lourdes pertes. Et c'est pour couvrir cette cuisante défaite que les chambres d'opérations basées en Turquie ont choisi de lancer une campagne médiatique sur de prétendus « *assaut décisifs* ». Les gangs armés ont ignoré leur défaite à Idleb et ne parlent plus de Maaret al-Noomane ni de la base militaire de Wadi Deif, soi-disant encerclée et sur le point de tomber. Pour détourner les regards de la catastrophe qu'ils ont subie, ils ont eu recours à trois types d'opérations à Damas et ses environs : d'abord, la multiplication des attentats aux voitures piégées, organisés par des cellules dormantes dans certains quartiers de la capitale. Le commandement syrien n'est pas surpris par ces attaques, car il est tout à fait conscient que la confrontation avec les débris des gangs armés durera longtemps après la destruction de leurs forces principales dans leurs fiefs. Les attentats aux voitures piégées visent à semer la confusion dans les rangs des services de sécurité, à provoquer un tapage médiatique et à répandre un climat de peur au sein de la population. Ensuite, l'intensification des assassinats à Damas, où le frère du président du Parlement et plusieurs fonctionnaires de l'administration publique et de la Banque centrale ont été abattus. Là aussi, ce n'est pas un fait nouveau. Depuis des mois, les Contras se livrent à ce type d'attaques et les services de sécurité pourchassent les cellules dormantes qui en sont responsables. Enfin, des groupes armés mobiles, composés de plusieurs dizaines de terroristes, ont pris position dans des vergers à la lisière de la capitale, pour tirer deux ou trois obus de mortier contre des quartiers de Damas, pour donner l'impression d'une attaque au cœur de la capitale. Dans la

plupart des cas, l'armée syrienne a rapidement réagi, fondant sur ces groupes armés à l'aide de l'aviation et des troupes au sol, pour les détruire. Des dizaines de terroristes ont ainsi péri lors de ces combats, alors que les pertes dans les rangs des militaires sont insignifiantes.

Dans le même temps, les gangs armés ont activé les cellules dormantes dans les camps palestiniens pour attaquer les organisations palestiniennes et l'armée syrienne. Ce nouveau front a été très vite contenu à travers les comités populaires créés par les habitants des camps et les organisations palestiniennes, et les groupes armés ont été chassés ou détruits.

Les événements des derniers jours montrent que les Contras, téléguidés par l'alliance atlantiste et financés par les pétrodollars, n'ont pas réussi à modifier les rapports de forces, malgré les milliers de combattants jetés dans la bataille, dont un grand nombre sont morts ou ont été capturés. Des chefs cités par les agences Reuters et l'AFP ont reconnu qu'il leur était impossible de conserver le contrôle de toute région qu'ils occupaient.

De plus, le climat populaire a changé en faveur de l'État. L'AFP a fait état d'une manifestation d'habitants de quartiers d'Alep réclamant la sortie des gangs armés de la ville. Les terroristes « *démocrates* » appuyés par l'Occident ont ouvert le feu sur ces civils désarmés et pacifiques, faisant de nombreuses victimes. Même ambiance à Homs, Daraa, Deir Ezzor et ailleurs.

Et ce n'est pas la nouvelle alliance replâtrée de l'opposition, fabriquée à Doha sous la supervision des États-Unis et des pétromonarchies, et mise sous la coupe d'un religieux, cheikh Ahmad Maaz al-Khatib, qui va modifier les rapports de forces.

Les Syriens ont dit leur dernier mot : l'indépendance et la souveraineté sont des lignes rouges et pour les préserver, tous les sacrifices sont bons.



Cheikh Ahmad al-Assir

## Événements

- Le discours sectaire et les provocations du cheikh salafiste extrémiste Ahmad al-Assir, ont atteint leur paroxysme, ce dimanche, lorsque des partisans de ce dignitaire fanatique ont attaqué des partisans du Hezbollah, dans le quartier de Taamir Saïda.

- Depuis samedi, cheikh al-Assir et ses partisans avaient multiplié les incidents pour saboter le meeting que le Hezbollah doit organiser lundi à la mémoire de ses martyrs. Des partisans d'al-Assir ont exprimé leur intention de déchirer les banderoles placées par le parti dans la ville à l'occasion d'Achoura. Dimanche, le fils du cheikh, Omar al-Assir, qui circulait sans permis de conduire à bord d'une voiture aux vitres fumées, a été arrêté à un barrage des Forces de sécurité intérieure. Quelques instants plus tard, cinq véhicules pleins d'hommes armés, y compris Ahmad Al-Assir, sont arrivées en trombe. Le cheikh a brandi son pistolet et a libéré de force son fils et récupéré sa voiture.

- Plus tard, des partisans d'al-Assir ont ouvert le feu des partisans sur ceux du Hezbollah, blessant un des responsables du parti, Zeid Daher. L'échange de tir a fait trois morts et six blessés.

- Le ministre de l'Intérieur Marwan Charbel a déclaré dimanche de Saïda que « *nul ne bénéficiera de couverture politique* » et que « *l'Armée libanaise va tirer sur tous ceux qui sont armés* », a rapporté l'Agence nationale d'information (ANI, officielle). « *Tous*

*les Libanais possèdent des armes la solution est le dialogue », a-t-il encore dit lors d'une déclaration aux journalistes.*

## Déclarations et prises de positions

**Bachar al-Assad**, président de la République arabe syrienne

*« L'invasion étrangère de la Syrie, si elle a lieu, serait tellement grave que le monde entier ne pourrait pas le supporter. Car s'il y a des problèmes en Syrie, alors que nous sommes le dernier fief de la laïcité, de la stabilité et de la convivialité, cela aura un effet domino, qui affectera le monde de l'Océan atlantique au Pacifique. L'Occident n'ira pas dans cette direction. Mais s'ils le fait, personne ne peut en prédire les conséquences. Je ne suis pas une marionnette et je n'ai pas été fabriqué par l'Occident pour que j'aille en Occident ou ailleurs. Je suis Syrien. Je vivrais et je mourrais en Syrie. Le Premier ministre turc se comporte comme un sultan de l'empire ottoman et se prend pour un calife. Avec le problème syrien, Erdogan est passé de zéro problème à zéro ami. Le départ ou non du président syrien peut se décider seulement à travers les urnes. La Syrie n'est pas en guerre civile. Il s'agit de terrorisme et d'un soutien apporté par l'étranger aux terroristes pour déstabiliser la Syrie. C'est notre guerre. Il faut donc s'attendre à une guerre difficile. On ne peut pas s'attendre à ce qu'un petit pays comme la Syrie puisse vaincre en l'espace de quelques jours ou semaines tous ces pays qui se battent contre nous par procuration, comme les États-Unis, l'Occident et des pays arabes. Si le soutien des rebelles depuis l'étranger cessait, je peux dire que nous pourrions tout finir au bout de quelques semaines. Mais tant qu'il y aura un approvisionnement ininterrompu des terroristes en armements, en logistique et tout le reste, ce sera une guerre à long terme. »*

[Pour le texte complet de l'interview de Bachar el-Assad à Russia Today, [cliquer ici](#).]

**Béchara Raï**, patriarche maronite

*« Toutes les parties libanaises doivent s'asseoir à la table du dialogue initié par le président Sleiman afin de trouver des*

*solutions pour empêcher les forces du mal de briser l'unité. [Les Kataëb, ndlr.] doivent adopter une position historique au service du Liban et de ses institutions. Il est déplorable que les otages des haines et de la rancœur se lancent des accusations, se portent atteinte les uns aux autres par les armes, les mots ou les enlèvements. Ces personnes vivent dans la peur les unes des autres. Elles sentent qu'elles sont constamment menacées dans leur vie et se terrent chez elles dans leurs maisons ou leurs carrés sécuritaires. Une triste réalité qui ternit l'image de la société libanaise, du Liban et de l'Église. »*

**Michel Aoun**, leader du Courant patriotique libre

*« Je ne comprends pas pourquoi le 14-Mars boycotte le dialogue et les réunions des commissions parlementaires. Est-ce nous qui avons tué Wissam el-Hassan ? Le boycott du Parlement correspond à l'assassinat de la patrie. Les droits de la population sont-ils la propriété du 14-Mars ? Ils doivent revenir au Parlement. Autrement, ils assumeront la responsabilité du torpillage du budget, de la loi électorale et de l'échelle des salaires. La proposition de former un gouvernement rétreint est sérieuse, mais à la condition qu'il n'y ait pas de vide. Le général al-Hassan est responsable de notre sécurité, de la sécurité de toutes les parties et de sa sécurité personnelle. Il est responsable de son assassinat car il n'a pas pris les mesures nécessaires pour préserver sa sécurité. Lorsque le président de la République René Moawad et le Premier ministre Rachid Karamé ont été assassinés, nul n'a dit que c'est la patrie qui a été assassinée. De ce fait, nous ne pouvons pas considérer que l'assassinat de Wissam al-Hassan est l'assassinat de la patrie. »*

**Alexander Zasypkine**, ambassadeur de Russie au Liban

*« Il est l'important d'épargner au Liban le vide politique et d'œuvrer en vue de régler la question gouvernementale par le dialogue et la concertation entre les Libanais sans aucune intervention extérieure. Il revient à la communauté internationale d'assainir le climat. Pour la Russie, l'important est la poursuite du dialogue et de la concertation. La question du gouvernement reste une affaire purement libanaise. Toute influence venant de l'extérieur ne servira à rien surtout qu'il n'y a pas d'unanimité sur*

*cette question ni au plan régional ni au plan international. »*

## Revue de presse

**As Safir** (Quotidien libanais proche de la majorité, 9 novembre 2012)

Elie Ferzli

Le chef du Parti socialiste progressiste (PSP), Walid Joumblatt hésite entre deux mots : les Libanais doivent autant que possible œuvrer pour « retarder » ou « empêcher » la discorde. Il ajoute en murmurant : peut-être que tôt ou tard la *fitna* aura lieu. Les positions des protagonistes ne lui inspirent pas confiance. Il estime que certains veulent absolument atteindre leurs objectifs politiques sans se soucier des répercussions sur la scène nationale. Il déplore que Saad Hariri ait transformé son différend politique avec Najib Mikati en problème personnel. Il considère que les propos crispés de certains leaders du Courant du futur, lors des funérailles de Wissam al-Hassan, n'étaient pas un « discours responsable ».

Selon lui, en raison de la conjoncture régionale et du conflit entre l'Arabie saoudite et l'Iran, il n'est plus utile d'attendre une aide étrangère. La solution à la crise doit venir des Libanais eux-mêmes. Dans ce cadre, M. Joumblatt ne comprend pas l'entêtement du Courant du futur à refuser de participer au dialogue national, surtout que les protagonistes n'ont d'autres choix que de se retrouver autour d'une même table, pour se mettre d'accord à mettre le Liban à l'écart des conflits qui se déroulent autour de lui. Il ajoute : ceux qui veulent faire tomber le gouvernement et en former un autre doivent accepter le dialogue sans conditions.

Le chef du PSP estime que Hariri s'est trompé lorsqu'il a misé sur une chute rapide du régime syrien pour prendre le pouvoir au Liban. De même que le Hezbollah s'est trompé lorsqu'il a cru que la crise en Syrie serait de courte durée. Maintenant que la crise se prolonge, les deux parties auraient dû modifier leurs plans et œuvrer à mettre le Liban à l'abri de la crise syrienne, d'autant que des élections l'attendent.

L'enthousiasme de Joumblatt vis-à-vis de la révolution syrienne n'est plus le même (...). Il observe l'infiltration des salafistes et des takfiristes dans les entrailles de la révolution, et exprime clairement son inquiétude de les voir s'infiltrer dans le tissu libanais. Il ne cache pas ses reproches à l'égard de la direction du Courant du futur, lui faisant assumer la responsabilité de la vague salafiste. Il l'appelle à revoir ses calculs et à renforcer la présence des modérés sunnites et à éviter de soutenir les phénomènes qui contribuent à exacerber les conflits sectaires.

Il refuse le projet de loi électorale des 50 circonscriptions qui équivaut, selon lui, à offrir la présidence de la République à Samir Geagea.

M. Joumblatt se moque de ce qui est dit au sein du 14-Mars sur le fait que la chute de Bachar al-Assad sera suivie par la remise des armes du Hezbollah. C'est une légèreté de l'esprit que de traiter la question la plus délicate de cette façon. Surtout que la fonction de ces armes n'est pas seulement libanaise. Le Courant du futur doit comprendre que la remise des armes du Hezbollah ne nécessite pas moins qu'un nouveau Taëf au Liban, dit-il.

#### **As Safir** (9 novembre 2012)

Ghaseb al-Mokhtar

Le 14-mars réalise de plus en plus que le processus visant à forcer le départ du gouvernement actuel se heurte à une impasse. La coalition est donc désormais divisée en deux clans : ceux qui conviennent de la nécessité du dialogue et ceux qui persistent à le refuser. Entre-temps, le gouvernement continue d'exercer ses fonctions et compte accumuler les exploits. Le Premier ministre confie la responsabilité du dialogue à son partenaire centriste, le président Sleiman.

Selon des sources chrétiennes de l'opposition, cette tendance à céder ou à faciliter est le résultat de nombreuses réunions successives, la dernière en date étant la réunion restreinte tenue à Maarab. Cette nouvelle orientation se base également sur la tendance internationale et arabe appelant à refuser le départ du gouvernement actuel avant de trouver une alternative. Des sources de l'opposition déclarent pourtant : « Nous avons proposé de faciliter le processus dans l'intérêt du pays et non dans l'intérêt



d'un camp politique donné et nous avons proposé de nommer une personne modérée, sans appartenance politique ».

Par ailleurs, des sources du bloc du Futur déclarent : « Nous ne voulons pas faire partie du nouveau gouvernement. Nous sommes conscients qu'il constituera la case départ d'une réforme de la situation politique actuelle, en attendant les élections législatives ». En contrepartie, des sources du 8-Mars affirment : « Le 14 mars ne veut pas un gouvernement, mais un vide politique ».

**As Safir** (8 novembre 2012)

Nabil Haïtham

Depuis l'attentat contre Wissam Hassan, un grand nombre d'ambassadeurs tentent d'établir des contacts avec le Hezbollah pour lui poser deux questions principales : Qui, selon lui, aurait tué Wissam al-Hassan ? Et quelle sont les chances que le gouvernement de Mikati reste en place ?

Dans ce contexte, les ambassadeurs estiment qu'il serait erroné de croire que la popularité du 14-Mars ait diminué. Cependant, nul ne nie une certaine déception populaire suite à l'assassinat de Wissam al-Hassan. Voilà pourquoi les ambassadeurs français, danois, norvégien, roumain et bien d'autres tiennent à poser cette première question : « Qui est responsable de la mort de Wissam al-Hassan ? » Les ambassadeurs ne s'attendent probablement pas à découvrir les circonstances du meurtre complexe d'une personne impliquée dans plusieurs dossiers épineux, mais plutôt d'entendre la confirmation de ce qui, pour eux, est chose certaine : l'accusation exclusive du régime syrien. Quant à la seconde question concernant la résistance du gouvernement Mikati aux pressions, les membres concernés du Hezbollah y ont répondu comme suit : Les dirigeants de l'opposition agissent aujourd'hui de manière tribale et vindicative ; nous désirons, plus que quiconque, maintenir la stabilité du pays et éviter le vide gouvernemental et le maintien du gouvernement actuel est la seule garantie actuelle ; c'est l'opposition, en particulier le Courant du futur, qui a causé cette division profonde entre les factions du pays ; l'opposition demande aujourd'hui le départ du gouvernement tout simplement par ce qu'elle en a décidé ainsi, sans prendre la peine de proposer une alternative acceptable pour les autres parties ; est-il

concevable que le Hezbollah et ses partenaires au sein du gouvernement cèdent à la volonté de l'opposition gratuitement et sans demander de contrepartie ? ; si l'opposition avait les mieux de faire chuter le gouvernement elle l'aurait fait, sans revendiquer quoi que ce soit et sans consulter personne ; nous sommes conscients que l'opposition boycotte le gouvernement et le parlement pour imposer la loi électorale de 1960 comme un état de fait.

**As Safir** (8 novembre 2012)

Abdallah Bou Habib

Les résultats du printemps arabe dans les différents pays concernés ont découragé Barack Obama d'intervenir de manière directe en Syrie. Plus encore, les armes fournies à l'opposition syrienne par certains pays du Golfe, sans distinction aucune entre les extrémistes, les salafistes, les démocrates et les modérés, inquiètent les États-Unis. Sans compter que l'assassinat de l'ambassadeur états-unien en Libye a poussé Washington à freiner son ingérence dans la crise syrienne. En outre, la résistance du régime d'Assad à la révolution syrienne pousse désormais un grand nombre de pays occidentaux à modifier leur point de vue. De plus en plus, dans de nombreuses sphères, il est question d'éventuelles négociations parrainées par Washington et Moscou, en coopération avec les pays concernés par la crise syrienne, dans le but de mettre un terme au conflit et d'aboutir à un régime démocratique accepté par tous.

Voilà pourquoi il est difficile de formuler des pronostics sur la politique qu'adoptera la 2ème administration Obama en Syrie. Cependant, une chose est sûre : tous les États-Uniens —peuple, armée et administration— refusent de s'engager dans une nouvelle guerre.

Quant au Liban, il ne s'inscrit pas aujourd'hui dans les priorités des États-Unis. Les dirigeants US œuvrent même à l'écarter de leurs préoccupations. Cela a été clair lors des rencontres entre les dirigeants états-unien et les membres permanents du Conseil de Sécurité suite à l'assassinat de Wissam al-Hassan.

**As Safir** (6 novembre 2012)

Le président français François Hollande avait à peine quitté l'Arabie

saoudite que la « machine diplomatique royale » s'activait en direction de plusieurs capitales régionales et internationales, notamment Washington, pour rassembler tous les éléments de pressions susceptibles de pousser le gouvernement de Najib Mikati à la démission.

Selon des sources diplomatiques, les Saoudiens connaissaient à l'avance la position de la France, aussi n'ont-ils pas évoqué avec François Hollande la question gouvernementale au Liban. Des sources médiatiques saoudiennes ont indiqué que le chef de l'État français a compris que Saad Hariri, contrairement à la France, souhaite le changement de gouvernement au Liban, alors que Paris prône la reprise du dialogue national pour garantir la stabilité du Liban, où des élections législatives doivent avoir lieu au printemps prochain. « Nous ne voulons pas prendre la place des Libanais, mais soutenons la stabilité. Si le Premier ministre libanais vient à Paris je le recevrai et j'en ferai de même avec le chef de l'opposition », a dit M. Hollande à la presse saoudienne.

Les informations disponibles soulignent que les Saoudiens savent pertinemment que c'est le député Walid Joumblatt qui détient la clé du retournement sur la situation actuelle. Aussi, ont-ils joué un rôle important pour encourager les parties libanaises proches d'eux à rétablir les ponts avec lui.

À travers leur ambassadeur à Washington, Adel al-Jubeir, les Saoudiens ont émis le souhait, auprès de l'administration Obama, d'utiliser son influence chez « les amis libanais » pour exercer des pressions sur M. Joumblatt.

C'est dans ce cadre que s'inscrit l'appel téléphonique qu'a reçu hier le chef du Parti socialiste progressiste (PSP) du secrétaire d'État adjoint William Burns, qui a sollicité son « aide pour la formation d'un nouveau gouvernement libanais sans pour autant tomber dans le vide ». Selon un communiqué du PSP. M. Joumblatt a réagi positivement à la demande de M. Burns, tout en précisant que la chose ne pourra se faire qu'à travers un appui aux efforts du chef de l'État.

Mais l'insistance de M. Joumblatt à renommer Najib Mikati à la tête d'un nouveau gouvernement est le principal point de discorde entre le leader druze et le 14-Mars. Les États-Unis et la France ont fait savoir aux responsables saoudiens que M. Joumblatt n'accepterait

personne d'autre que Najib Mikati au poste de Premier ministre si le gouvernement actuel devait démissionner.

**An Nahar** (Quotidien libanais proche du 14-Mars)

Sabine Oueiss (9 novembre 2012)

Le gouvernement libanais avait imposé une condition à la mise en œuvre de l'échelle des salaires : trouver les ressources pour la financer. Après des mois de recherche, les commissions concernées ont du se rendre à l'évidence : pas de financement à l'horizon à cause des changements économiques et de la baisse des indicateurs de croissance. Cependant, nul ne s'est excusé de l'adoption erronée de l'échelle ou de la promesse non tenue, malgré les frais supplémentaires causés par l'augmentation non-réglée des scolarités. À cet égard, le ministre de l'Énergie et des Transports, Ghazi Al-Aridi, ne cache pas son inquiétude face à l'impasse politique et économique vers laquelle se dirige le pays, notamment avec la rupture des relations entre loyalistes et opposants. Le ministre de l'Économie, Nicolas Nahas, lui, estime que le gouvernement a lié l'adoption de l'échelle des salaires à quatre conditions : l'équilibre de l'échelle, la disponibilité de ressources pour la financer, son impact sur l'économie et son impact sur la monnaie. Nahas constate également que la situation économique n'est plus ce qu'elle était durant les premiers mois de l'année puisque les pronostics de croissance n'ont pas été atteints et à cause des conséquences de la crise syrienne. En outre, Nahas estime que l'impact de l'échelle des salaires sur le Trésor variera entre 1,2 et 1,7 milliard de dollars, sans compter ses conséquences directes sur l'économie qui fait déjà face à des pressions grandissantes. Cet état de fait risque fortement de faire grimper les taux d'inflation. Plus encore, selon des études effectuées par la Banque Mondiale et l'ESCWA, à la demande du ministère de l'Économie, l'échelle des salaires mettra en péril la résilience de l'économie libanaise aux crises et entraînerait une hausse de la dette publique et du déficit budgétaire. Quant à l'étude menée par Nahas, elle expose les principaux indicateurs économiques ayant subi une récession ou un déséquilibre et met l'accent sur la récession ayant touché le secteur de la construction, le tourisme et les exportations.

**An Nahar** (9 novembre 2012)

Abdel Karim Abou Nasr

Le président syrien s'inquiète de l'insistance de l'administration russe à mettre en œuvre l'accord de Genève. En effet, la Russie a même appelé à une nouvelle résolution du Conseil de sécurité soutenant l'accord de Genève et le consacrant comme unique moyen de résoudre la crise en Syrie. A cet égard, l'Iran soutient la position Assad. Ces informations ont été rapportées par des sources européennes chargées de suivre le dossier syrien à Paris.

Selon un officiel européen, les principales clauses de l'accord suscitant l'inquiétude et le refus de l'Iran et d'Assad sont les suivantes : L'accord de Genève appelle à une transition pacifique et non au maintien du régime d'Assad ; il insiste sur une transition pacifique qui devra aboutir à la construction d'un État démocratique avec une réelle diversité et à la poursuite des dirigeants impliqués dans des crimes ; il appelle à la formation d'une entité gouvernementale de transition dotée de toutes les prérogatives de l'exécutif ; l'accord appelle à revoir la Constitution ainsi que le système judiciaire et à soumettre la nouvelle constitution à un référendum. Plus encore, des élections libres et transparentes devront être organisées. L'accord appelle également à mettre un terme à la violence, à remettre les détenus en liberté et à faire parvenir les aides humanitaires aux personnes démunies ; l'accord stipule la nécessité de protéger et de réformer les institutions publiques, y compris les forces armées et les services de sécurité ; l'accord appelle le gouvernement à collaborer avec un envoyé spécial qui aurait des prérogatives effectives. L'opposition devra, pour sa part, consolider son unité afin des désigner des représentants effectifs chargés de mettre en œuvre la période de transition.

**Al Akhbar** (Quotidien libanais proche de la majorité, 9 novembre 2012)

Ibrahim al-Amine

L'ombre de l'assassinat du général Wissam al-Hassan pèse sur les mécanismes d'action au sein du 14-Mars, plus précisément au Courant du futur.

Chez le chef des Forces libanaises, Samir Geagea, les craintes

s'amplifient. Il a pris la décision de renforcer les mesures de sécurité des responsables connus et moins connus de ce parti. Il sait que c'est le général al-Hassan qui faisait le vrai travail de collecte d'informations. Chez les Kataëb, il y a un état d'alerte. Il existe un sentiment profond qu'un danger permanent plane sur la famille Gemayel, plus particulièrement chez le député Sami Gemayel. Mêmes craintes chez les personnalités du 14-Mars. Sur le conseil de Geagea, elles ont renforcé les mesures de sécurité les entourant, notamment les personnes considérées comme des clés électorales et dont l'éventuelle disparition affaiblirait le 14-Mars. Il s'agit notamment de Boutros Harb, du vice-président du Parlement Farid Makari et de Farès Souhaid.

Marwan Hamadé s'est laissé convaincre qu'il est une cible permanente et que sa liquidation affaiblirait le courant druze qui fait équilibre aux retournements continus de Walid Joumblatt.

Mais le plus grand chantier se déroule au sein du Courant du futur. L'appareil sécuritaire est en alerte sur plus d'un front. Des responsables sécuritaires comme Achraf Rifi et Imad Othman, le remplaçant d'al-Hassan à la tête des SR des Forces de sécurité intérieure (FSI), s'entourent de précautions supplémentaires.

Des mesures renforcées sont prises autour de personnalités de deuxième rang, comme les députés Khaled Dahzer, Mouïin Merhebi, Samir Jisr et Moustapha Allouche, à Tripoli, Nouhad Machnouk à Beyrouth, Bahia Hariri et son fils Ahmad, à Saïda.

Mais la plus grande inquiétude vient pour Fouad Siniora et Saad Hariri. Le premier a un rôle central dans la coordination et les batailles politiques qui sont livrées au Liban. Si le second disparaît, se serait un coup fatal pour le 14-Mars.

Quelque part à l'extérieur du Liban, des efforts sont déployés pour étudier les répercussions de la disparition d'al-Hassan sur l'action des FSI, leurs réseaux d'informateurs dans les institutions de l'État et certains partis politiques. Ces réseaux pourraient être sérieusement affaiblis car al-Hassan leur assurait un parapluie sécuritaire et leur fournissait un soutien financier et moral.

Cette inquiétude est surtout motivée, dans l'entourage de Saad Hariri, par le rôle qu'il joue en Syrie. Leur implication dans la crise syrienne a crevé tous les plafonds. Et les hallucinations du député Okab Sakr dans sa dernière interview télévisée n'est qu'un indice

que ces gens-là sont conscients que des acteurs régionaux sécuritaires importants préparent déjà la prochaine étape. Une étape qui nécessite de nettoyer toutes les saletés dissimulées sous les tapis. Et pour s'en convaincre, il suffit de se souvenir de la petite phrase du leader national Sleiman Frangié : « La question n'est de savoir qui a tué Wissam al-Hassan, mais qui l'a vendu. »

**Al Akhbar** (8 novembre 2012)

Nicolas Nassif

Il y a quelques jours, l'ambassadeur d'un pays européen et un diplomate libanais ont eu un bref échange au sujet de la crise gouvernementale et des prises de position occidentales et états-uniennes appelant à éviter le vide politique et à donner la primauté à la stabilité dans le pays. L'ambassadeur européen s'est notamment demandé : « Si vous en arrivez au point de devoir choisir entre stabilité et élections, que ferez-vous ? » Réponse du diplomate : « Et qu'auriez-vous fait si vous étiez à notre place ? » « J'aurais choisi la stabilité », répond l'ambassadeur, pour entendre son interlocuteur rétorquer : « Nous devons donc faire prévaloir une dangereuse équation, celle qui consiste à rechercher la violence et à la justifier même, pour faire obstruction à la tenue du scrutin ». La discussion s'arrêta là.

Après la visite au Liban du Président français François Hollande et son appel à des élections à la date prévue en rappelant la tradition de démocratie au Liban, le Vatican a fait parvenir un important message au président Michel Sleiman, parallèlement aux messages européens et états-uniens exhortant les Libanais à reprendre le dialogue et à éviter le vide politique. Le message du Saint-Siège se présentait en deux points : Appuyer l'action du président de la République et ses initiatives sages et audacieuses ; appuyer la ligne d'action du gouvernement qui est, en grande partie, en symbiose avec cette action et ces initiatives.

Le Vatican n'a donc pas pris publiquement position vis-à-vis du gouvernement de Nagib Mikati pour ne pas donner lieu à différentes lectures ou interprétations. Il a plutôt bien mesuré le terme qu'il a choisi –« ligne d'action »–, un terme qui ne porte pas de connotation laissant entendre qu'une démission du gouvernement serait souhaitable, mais qui, en même temps,

appelle ce gouvernement à assumer ses responsabilités. Dans le même ordre d'idées, l'Occident et les États-Unis, par souci de ne pas avoir l'air de s'ingérer dans les affaires libanaises, n'ont pas fait allusion à la démission du gouvernement, et se sont contentés d'appuyer l'appel au dialogue lancé par le président Sleiman.

Les prises de position de la France et du Vatican rejoignent les messages communiqués, à maintes reprises, au président de la République par des responsables étrangers et notamment par le représentant de l'Onu au Liban : l'organisation internationale souhaite que les élections législatives aient lieu à la date prévue, quelle que soit la loi électorale adoptée (ces messages ne rentraient donc pas dans le découpage des circonscriptions ou dans le système électoral à mettre en œuvre). Il s'agit pour le Liban, autrement dit, de respecter l'alternance au pouvoir et les échéances constitutionnelles périodiques.

Le président Sleiman est du même avis : les élections 2013 doivent se dérouler selon le calendrier, même au prix de maintenir la loi en vigueur, celle de 2009. D'ailleurs, les ambassadeurs des grandes puissances occidentales n'ont raté aucune occasion pour rappeler aux responsables libanais qu'il ne convenait pas d'entraver la tenue du scrutin à l'heure où tout le monde arabe se rendait massivement aux urnes.

Compte tenu de l'âpre clivage entre 8-Mars et 14-Mars, le choix entre stabilité et vide se présente à l'orée des élections de 2013. Le 8-Mars se cramponne en effet au gouvernement de Nagib Mikati, alors que le 14-Mars en exige la démission avant de nouer un dialogue sur la formation d'une nouvelle équipe ministérielle. Le président de la République, confronté à ce duel, a défini un mécanisme de sortie de crise qui consiste à reprendre le dialogue national, tout en indiquant que : il n'a rien contre la mise sur pied d'un nouveau gouvernement qui fasse l'objet d'un consensus national. Il préfère néanmoins un gouvernement d'union nationale à un Cabinet neutre, pour faire face aux différentes échéances qui jalonnent le reste de son mandat —échéances économiques, sociales, politiques et sécuritaires, sans oublier les législatives de 2013— ; le communiqué du 14-Mars en date du 30 octobre dernier n'a pas rassuré le président de la République, qui a également été surpris par le ton inhabituellement incisif du président Fouad



Siniora ; il ne peut demander au président Mikati de démissionner, ce dernier devant lui-même en prendre la décision le cas échéant. En tout état de cause, des réflexions faites par certains diplomates occidentaux permettent aux responsables libanais d'en déduire que l'Occident les invitera à choisir entre stabilité et élections. Le discours tenu par ces diplomates, qui rejoint d'ailleurs celui du ministre français des Affaires étrangères Laurent Fabius en marge de la visite du président Hollande à Beyrouth, met l'accent sur la Syrie et exprime des craintes de voir la stabilité au Liban affectée par l'anarchie rampante chez son voisin. Ce discours invite en outre les dirigeants libanais à se garder de toute intervention dans la crise syrienne.

Les remarques suivantes ont été faites à ce propos : la France et d'autres pays européens ont fait fausse route dans leur lecture des événements en Syrie. Ils s'attendaient à ce que la crise soit de courte durée, entre trois et six mois, et à ce que l'épilogue soit la chute du régime de Bachar al-Assad. Ils étaient enclins à penser que l'opposition parviendra à saper les fondements du régime pendant le mois de Ramadan 2011 (entre août et septembre), compte tenu d'informations échangées par les services de renseignement de pays européens et arabes sur la force des opposants au président syrien, qui gagnerait en puissance de jour en jour ; aucun indice n'annonce clairement une fin imminente du régime de Bachar al-Assad.

Les pays européens échangent d'ailleurs entre eux un message pessimiste : « Oubliez 2013 ». En clair, la passation du pouvoir d'Assad à ses opposants, comme le souhaite l'Occident, n'aura pas lieu l'année prochaine ; l'Occident a fondé de grands espoirs sur l'opposition syrienne, qui ne semble toutefois pas avoir les moyens et la cohésion espérés pour reprendre l'initiative et renverser Assad ; la seule certitude de l'Occident, c'est que la Syrie ne sera pas divisée.

**Al Akhbar** (7 novembre 2012)

Rola Ibrahim

Un sondage réalisé par « Statistics Lebanon » au sujet de les conditions sociopolitiques des chrétiens au Liban dans tous les cas, montre que la situation économique occupe la tête des

problèmes dont ils souffrent, avec 36,72 % des sondés. Vient ensuite la corruption, avec 8 %. En additionnant ces deux résultats (45 %), on réalise que ce qui inquiète le plus les chrétiens n'est pas ce que prétendent les dirigeants chrétiens du 14-Mars. En effet, seuls 12 % des sondés estiment que les armes du Hezbollah constitue le principal problème auquel le Liban est confronté, alors 6 % pensent que c'est la stabilité et la sécurité. Ainsi, le Hezbollah n'effraie plus autant que veulent le faire croire certains sur les écrans de télévision. Cela signifie que l'unique slogan sur lequel l'opposition bâtit la plupart de ses programmes n'attire plus les chrétiens.

Les personnes sondées considèrent que les dangers qui les guettent sont, par ordre de gravité, la corruption, le terrorisme et la hausse des prix. Ces préoccupations constituent le pilier du programme défendu par le Courant patriotique libre (CPL) depuis la fin de la tutelle syrienne.

Les chrétiens ne sont pas satisfaits par l'État et ses institutions, notamment les services rendus : électricité, soins de santé, transports publics. Seule l'armée libanaise jouit d'une grande confiance chez eux. Ils ont peu confiance dans le gouvernement, le Parlement, les partis politiques et le corps judiciaire. Les chrétiens appuient ceux qui soutiennent l'armée et regardent avec méfiance ceux qui la critiquent. 34,8 % des chrétiens affirment qu'aucun homme politique les représente. 23,52 % ont choisi Michel Aoun, 21,44 % Samir Geagea, 3,76 % Sleiman Frangié et 2,8 % Amine Gemayel.

38,48 % des chrétiens affirment qu'aucun parti politique les représente. 24,16 % désignent le CPL et 23,84 % les Forces libanaises. Michel Aoun reste le principal leader chrétien, notamment au Mont-Liban, bien que l'écart se soit réduit entre lui et Samir Geagea.

En conclusion, il est clair que la machine médiatique du 14-Mars influe fortement sur les convictions des chrétiens et sur leur choix. Mais les slogans de l'opposition contre le « parti des armes », comme l'appelle le 14-Mars, ne les rassurent plus.

**Al Hayat** (7 novembre 2012)

Paris, Randa Takieddine

François Hollande est très inquiet pour le Liban. Il connaît les moindres détails relatifs à la situation libanaise et aux clivages qui sévissent au sein du pays. Il est également au courant des tentatives des régimes syrien et iranien de le déstabiliser. Il s'est rendu au Liban dans la foulée de l'assassinat de Wissam al-Hassan qu'il a qualifié de « personnalité exceptionnelle ». Il a chargé son ambassadeur au Liban, Patrice Paoli, de déposer une gerbe de fleur sur la tombe d'al-Hassan. Ce fut un geste hautement important. Certes, la tournée du chef de l'État français au Liban et en Arabie Saoudite lui a donné des idées susceptibles de réduire les dangers qui planent sur le Liban. Que pourra-t-il faire pratiquement pour réconcilier les différents antagonistes ?

Hollande considère que la France a des relations avec toutes les formations libanaises, avec lesquelles elle pourrait s'entretenir afin d'aider le Président Michel Sleiman dans ses efforts visant à relancer le dialogue. Il pense recevoir des ténors du 14-Mars ainsi que le député Walid Joumblatt afin de discuter avec eux des moyens de mettre le Liban à l'abri de la catastrophe causée par le régime syrien contre son peuple. La visite de Hollande au Liban fut précédée par sa rencontre avec le ministre russe des Affaires étrangères, Serguei Lavrov, qui a affirmé aux Français que Bachar al-Assad mourra en Syrie, en d'autres termes qu'il ne quittera pas le pouvoir, et par sa rencontre avec Benyamin Netanyahu, qui a fait savoir au côté français qu'il ne patientera pas jusqu'à l'acquisition par l'Iran de l'arme nucléaire et face aux pratiques du Hezbollah, dont la dernière s'est manifestée par l'envoi du drone sur Israël.

Lors de son déplacement au Liban, Hollande aurait affirmé à Sleiman que l'armée libanaise doit faire attention aux risques que le soutien de la troupe à la Résistance du Hezbollah pourrait occasionner ainsi qu'aux agissements du parti chiite en Israël et au Liban. Le Président français aurait constaté que son homologue libanais est convaincu que le Hezbollah veut éviter le conflit que ce soit au Liban ou à l'extérieure.

Hollande connaît très bien quels sont les motifs de l'assassinat de Wissam al-Hassan. Ils sont liés à l'arrestation de Michel Samaha, aux informations relatives à l'assassinat de Rafic Hariri que l'ancien chef du SR de la FSI détenait ainsi qu'à la situation en Syrie. Le Président français réalise à quel point la situation est volatile au

Liban. Il craint pour la sécurité des 900 soldats français (qui opèrent au sein de la Finul) en dépit du fait qu'il souhaite qu'ils restent au Liban sud. La mission de la protection du Liban contre ces dangers est fort complexe et à haut risque, vu la présence de 3 pays–la Syrie, l'Iran et Israël–qui ont intérêt à déstabiliser le Liban à travers des agents qui s'activent pour leur compte sur les territoires libanais.

**Ad Diyar** (Quotidien libanais proche de la majorité, 8 novembre 2012)

Le Premier ministre du Qatar, Hamad Ben Jassem Al Thani, s'est rendu en Israël en compagnie du directeur des services de renseignement qataris, pour examiner avec les responsables israéliens un plan d'assassinat du président Assad. Le chef du Mossad a été convié à la réunion pour prendre son avis sur les différents scénarios envisagés.

Selon des informations sûres, plusieurs possibilités ont été étudiées. D'abord, des officiers proches du président Assad, très fanatisée sur le plan sunnite, et infiltrés par Israël et le Qatar, pourraient abattre le chef de l'État syrien. L'idée d'un empoisonnement a aussi été évoquée. Un virus mortel serait placé sur la main d'un responsable, après lui avoir administré un antidote. Il transmettrait ce virus au président Assad lors d'une poignée de main. Troisième scénario : tenter d'empoisonner la nourriture d'Assad à l'aide d'un produit chimique ? Ou encore, acheter un officier syrien à coups de millions de dollars pour qu'il place un engin explosif dans le palais présidentiel qui serait actionné dès l'arrivée d'Assad.

La possibilité d'assassiner Assad lors d'un déplacement entre Damas et Lattaquié a également été examinée. Des hommes armés, originaires de la région, seraient dispersés dans les bois entourant l'aéroport de Lattaquié, où Assad se rend les jeudis et vendredis. Ils seraient équipés de 50 missiles anti-aériens Stinger, qu'ils tireraient sur son avion.

Selon les mêmes sources, cheikh Hamad Ben Jassem a proposé de fournir gratuitement à Israël du gaz pendant deux ans, renouvelables deux autres années, et de l'essence à très bas prix, si l'État hébreu acceptait de coopérer avec les Arabes, notamment

avec le Golfe. À ce stade, le Premier ministre a posé à Hamad la question suivante : « Si nous renversons le président Assad, le Conseil de coopération du Golfe reconnaîtra-t-il Israël ? »

*Pierre Khalaf*

---

Source : « Défaites successives et lourdes pertes pour les Contras en Syrie », par Pierre Khalaf, *Réseau Voltaire*, 12 novembre 2012, [www.voltairenet.org/article176538.html](http://www.voltairenet.org/article176538.html)